

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

D. N° 6169 ; Aff. :

N° 5169 *Lug*

*Exploitation par
le S. N. C. F.
d'établissements*

édifiés en Allemagne -

quid de l'application des lois sur :

- accidents du travail*
- assurances sociales*
- impôts indirects*

aux agents du S. N. C. F. détachés ?

539

Service Central :

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

Références :

Observations :

S.J.

6.169^{Leg}

N O T E

pour Monsieur LEFORT

La S.N.C.F. envisageant d'exploiter, en Allemagne, pour le compte de la Reichsbahn, divers ateliers, vous nous avez demandé à quel régime serait soumis le personnel de la S.N.C.F. détaché dans ces ateliers, au point de vue :

- de l'impôt sur les traitements et salaires,
- de la législation des assurances sociales,
- de la législation sur les accidents du travail.

I - En ce qui concerne l'impôt sur les traitements et salaires.

L'article 60, 2ème alinéa, du Code Général des Impôts Directs, dispose que les traitements, indemnités, émoluments et salaires, sont imposables lorsque le bénéficiaire est domicilié en France, alors même que l'activité rémunérée s'exercerait hors de France ou que l'employeur serait domicilié hors de France.

Un certain nombre de conventions passées entre la France et divers pays étrangers, en vue d'éviter des doubles impositions, ont amené des exceptions au principe posé par l'article 60 susvisé.

C'est ainsi qu'en vertu de l'article 6 de la Convention Franco-Allemande du 9 Novembre 1934, les impôts qui frappent les revenus du travail ne peuvent être établis que dans l'état où s'exerce l'activité personnelle, source de ces revenus.

Le personnel français détaché dans les ateliers allemands exploités par la S.N.C.F., serait donc soumis, au point de vue de l'impôt sur les traitements, non pas à la législation française, mais à celle en vigueur dans le Reich, alors même que les agents auraient conservé leur domicile en France.

II - En ce qui concerne la législation des assurances sociales.

Pour bénéficier des assurances sociales, il faut résider en France (Manuel pratique des assurances sociales, p. 20, § 4, mise à jour de Janvier 1942).

En cette matière, c'est la résidence de l'intéressé qui importe et non pas son domicile.

Le Ministre du Travail, en réponse à une question de M. Joseph DENAIS, député, (J.O. du 3.7.29) qui s'inquiétait de savoir dans quelle situation se trouvait, au regard de la loi sur les assurances sociales, un Français qui, soit pendant plusieurs années, soit pendant 8 à 10 mois chaque année, travaillait hors de France, pour un employeur français ou étranger, a déclaré : "La loi sur les assurances sociales ne prévoit aucune disposition permettant aux salariés français travaillant hors de France, pour un employeur ayant ou non le siège de son établissement en France, de bénéficier des assurances sociales".

III - En ce qui concerne la législation sur les accidents du travail.-

La Cour de Cassation, par un arrêt, toutes Chambres réunies, du 26 Mai 1941 (S. 1923-1-33 et la note) décide que l'obligation mise à la charge du chef d'entreprise par la loi du 9 Avril 1898 "est la conséquence nécessaire du contrat de louage de services, et que partout où s'exécute ce contrat, la loi du 9 Avril 1898 doit recevoir son application".

Cet arrêt est d'autant plus important qu'il confirme une jurisprudence plus explicite encore de la Chambre Civile qui, après avoir posé le même principe, ajoutait "que le législateur n'a fait, à la règle qu'il établissait, aucune exception pour le cas où un ouvrier embauché en France, par un chef d'entreprise, serait d'ordre et pour le compte de ce dernier, occupé à l'étranger et y serait victime d'un accident du travail". (Cass. Civ. 8 Mai 1907 - S.1907-1-463 - D. 1908-1-371).

Cette solution est en pleine harmonie d'ailleurs, avec l'ensemble de la jurisprudence qui considère la responsabilité de l'accident du travail comme la conséquence légale du contrat de louage de services.

Il faut en conclure que la loi applicable à un accident du travail survenu à l'étranger, est celle qui gouverne le contrat de travail passé entre la victime et le chef d'entreprise (SACHET & GAZIER, Traité sur les accidents du travail, t. 3, n° 1.954 - ROUAST & GIVORD, Traité du

droit des accidents du travail n° 578 et s.).

Dans l'hypothèse envisagée, étant donné que le contrat de travail a été passé en France entre la S.N.C.F., société française, et du personnel français, il est incontestable, en vertu des principes ci-dessus, que la loi applicable sera la loi française.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

1

N O T E

PROJET

Leport
Leport
ar-

La S.N.C.F. envisage d'exploiter, en Allemagne, pour le compte de la Reichsbahn, divers ateliers *neus*
neus - Tannenberg
La question se pose de savoir à quel régime serait soumis le personnel de la S.N.C.F. détaché dans ces ateliers, au point de vue :

- de l'impôt sur les traitements et salaires,
- de la législation des assurances sociales,
- de la législation sur les accidents du travail.

I - En ce qui concerne l'impôt sur les traitements et salaires

L'article 60, 2ème alinéa, du Code Général des Impôts Directs, dispose que les traitements, indemnités, émoluments et salaires, sont imposables lorsque le bénéficiaire est domicilié en France, alors même que l'activité rémunérée s'exercerait hors de France ou que l'employeur serait domicilié hors de France.

Un certain nombre de conventions passées entre la France et divers pays étrangers, en vue d'éviter des doubles impositions, ont amené ^{des} certaines exceptions aux principes posés par l'article 60 susvisé.

C'est ainsi qu'en vertu de l'article 6 de la Convention Franco-allemande du 9 Novembre 1934, les impôts qui frappent les revenus du travail ne peuvent être établis que dans l'état où s'exerce l'activité personnelle, source de ces revenus.

30/6

Le personnel français détaché dans les ateliers allemands exploités par la S.N.C.F., serait donc soumis, au point de vue de l'impôt sur les traitements, non pas à la législation française, mais à celle en vigueur dans le Reich, alors même que les agents auraient conservé leur domicile en France.

II - En ce qui concerne la législation des assurances sociales.-

Pour bénéficier des assurances sociales, il faut résider en France (Manuel pratique des assurances sociales, p. 20, § 4, mise à jour de Janvier 1942).

En cette matière, c'est la résidence de l'intéressé qui importe et non pas son domicile.

Le Ministre du Travail, en réponse à une question de M. Joseph DENAIS, député, (J.O. du 3.7.29) qui s'inquiétait de savoir dans quelle situation se trouvait, au regard de la loi sur les assurances sociales, un Français qui, soit pendant plusieurs années, soit pendant 8 à 10 mois chaque année, travaillait hors de France, pour un employeur français ou étranger, a déclaré : "La loi sur les assurances sociales ne prévoit aucune disposition permettant aux salariés français travaillant hors de France, pour un employeur ayant ou non le siège de son établissement en France, de bénéficier des assurances sociales".

III - En ce qui concerne la législation sur les accidents du travail.-

La Cour de Cassation, par un arrêt, toutes Chambres réunies, du 26 Mai 1941 (S. 1923-1-33 et la note) décide que l'obligation mise à la charge du chef d'entreprise par la loi du 9 Avril 1898 "est la conséquence nécessaire du "contrat de louage de service, et que partout où s'exécute "ce contrat, la loi du 9 Avril 1898 doit recevoir son "application".

Cet arrêt est d'autant plus important qu'il confirme une jurisprudence plus explicite encore de la Chambre Civile qui, après avoir posé le même principe, ajoutait "que le "législateur n'a fait, à la règle qu'il établissait, aucune "exception pour le cas où un ouvrier embauché en France, "par un chef d'entreprise, serait d'ordre et pour le compte "de ce dernier occupé à l'étranger et y serait victime d'un "accident du travail". (Cass. Civ. 8 Mai 1907 - S. 1907-1-463 - D. 1908-1-371).

Cette solution est en pleine harmonie d'ailleurs, avec l'ensemble de la jurisprudence qui considère la responsabilité de l'accident du travail comme la conséquence légale du contrat de louage de service/.

Il faut en conclure/^{que la loi} applicable à un accident du travail survenu à l'étranger est celle qui gouverne le contrat de travail passé entre la victime et le chef d'entreprise (SACHET & GAZIER, Traité sur les accidents du travail, t. 3,

n° 1.954 - ROUAST & GIVORD, Traité du droit des accidents du travail n° 578 et s.).

Dans l'hypothèse envisagée, étant donné que le contrat de travail a été passé en France entre la S.N.C.F., société française, et du personnel français, il est incontestable, en vertu des principes ci-dessus, que la loi applicable sera la loi française.

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION
INDUSTRIELLE ET DU TRAVAIL

REPUBLICQUE FRANCAISE

donné par M. Lefebvre
C. Carion

DIRECTION GENERALE DES ASSURANCES
SOCIALES, DE LA PREVOYANCE ET DE
LA MUTUALITE

Paris, le 9 Octobre 1940

Le Ministre, Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et au Travail,

À Messieurs les Directeurs des Services
Régionaux des Assurances Sociales,

DIRECTION
DES SERVICES TECHNIQUES
ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE

e BUREAU

CIRCULAIRE

Personnel gagnant moins de
30.001 Frs, ou plus de
30.000 Frs, occupé par l'Ad-
ministration allemande.

Assurances Sociales -
Assurances-accidents du
travail.
Impôts sur le salaire.

Les Autorités allemandes ont demandé à
l'Administration française de prévoir un
système aussi simple que possible pour l'ap-
plication au personnel civil qu'elles em-
ploient de la législation concernant les
Assurances Sociales ou les Accidents du
Travail.

Elles ont demandé, d'autre part, expres-
sément :

- 1° - que ce système fut étendu, pour les accidents
du travail, au personnel auquel elles versent
une rémunération supérieure à 30.000 Frs par
an et qui n'est pas soumis au régime général
des Assurances Sociales;
- 2° - que le personnel âgé de plus de 60 ans au-
quel elles versent une rémunération n'excé-
dant pas 30.000 Frs par an, fût soumis au ré-
gime des assurances sociales pour qu'il soit
couvert comme les autres travailleurs et dans
les mêmes conditions contre les différents
risques.

Par ailleurs, la législation française im-
pose à l'employeur l'obligation de prélever sur les salaires
les impôts à la charge des salariés.

Il a paru, en conséquence, opportun d'englober
sous de mêmes règles concernant l'acquiescement des cotisations,
l'assurance et les impôts, tous les salariés employés par l'Ad-
ministration occupante, quel que soit le montant de leur sa-
laire et quel que soit leur âge; les salariés dont la rémuné-
ration excèdera 30.000 Frs par an resteront toutefois en dehors
du régime général des Assurances Sociales.

.....

COTISATIONS - IMPOTS SUR LES SALAIRES

Les salaires des ouvriers et employés occupés par l'Administration allemande donneront lieu, pour chacune des législations respectivement applicables à ces salariés (Assurances sociales-Accidents du Travail-Impôts), aux versements ci-après :

A - Salariés autres que les salariés allemands.

	A la charge de l'employeur -----	A la charge du salarié -----
Assurances sociales	4 %	4 %
Accidents du travail	4 %	-
Impôts	-	5 %

B - Salariés allemands.

	A la charge de l'employeur -----	A la charge du salarié -----
Assurances Sociales	4 %	4 %
Accidents du travail	4 %	-

Ces pourcentages de versement seront calculés :

a) en ce qui concerne les assurances sociales sur la fraction du salaire soumis à retenue comme le prévoit l'article 2 du décret-loi du 28 Octobre 1935 modifié;

b) en ce qui concerne les accidents du travail et les impôts sur la totalité du salaire.

C'est ainsi qu'un versement global de 17 % pour les salariés autres que les salariés allemands, ou de 12 % pour les salariés allemands, que l'administration allemande aura à effectuer sur le salaire du personnel ne gagnant pas plus de 18.000 Frs par an (1). Pour le personnel gagnant de 18.000 Frs à 30.000 Frs, elle aura à verser 8 % du salaire mensuel de 1.500 Frs ou du salaire hebdomadaire de 380 Frs, ou du salaire journalier de 72 Frs, au titre des Assurances Sociales, et 9 % du salaire réel au titre des accidents du travail et des impôts (4 % pour le personnel allemand). Pour le personnel gagnant davantage, elle versera seulement 9 % du salaire réel au titre des accidents du travail et des impôts (4 % pour le personnel allemand).

.....

(1) - 1.500 Frs par mois, 380 Frs par semaine, 72 Frs par jour.

Mode d'acquittement des versements.

Les versements susindiqués seront opérés directement à la Poste, en espèces et sans frais, au compte courant postal N° 25.70.00 ouvert, à cet effet, dans chaque région et portant l'intitulé "Service Régional des Assurances Sociales - Produit des contributions diverses versées par l'Autorité allemande pour l'emploi de main-d'œuvre en zone occupée" (1). L'Administration allemande utilisera la formule de mandat-carte à un compte chèque postal (formule 1418 rose), qui est à la disposition des usagers dans les bureaux de poste.

La formule de mandat-carte sera libellée comme suit : "M.le Directeur du Service Régional des Assurances Sociales de", elle sera complétée par le nom de la ville, siège du Service Régional dans la circonscription duquel se trouvera le lieu de l'établissement motivant le versement. Sur le talon du mandat devront être indiqués le nom et l'adresse de l'établissement, ainsi que la période à laquelle se rapportera le versement.

Le Bureau de chèques compétent sera celui dont relèvera le siège du Service Régional des Assurances Sociales intéressé.

L'employeur s'acquittera des sommes dues au début de chaque mois ou de chaque trimestre, suivant sa convenance. Il n'aura à déposer au guichet de la Poste aucune pièce que le mandat.

En vue de permettre au Service Régional des Assurances Sociales d'opérer les ventilations nécessaires entre les versements effectués, suivant le compte auquel ils se rapportent, l'employeur adressera au Service Régional susindiqué une copie du bordereau des salaires établi lors de chaque paye pour cet établissement. C'est le seul document qui devra être remis à l'Administration française pour la justification des versements prévus par la présente circulaire.

Sur le bordereau l'employeur indiquera les nom et prénom du salarié, son numéro matricule, s'il est assuré social (âgé de moins de 60 ans ou soumis à l'assurance en vertu des prescriptions ci-dessus) son adresse (2), son salaire brut (non compris les allocations familiales), les retenues effectuées sur le salaire pour les Assurances Sociales, les retenues concernant les impôts, les contributions à la charge de l'employeur pour les Assurances Sociales et les Accidents du travail, le montant du versement effectué.

Le bordereau comportera en tête les mentions suivantes :
Lieu et nom de l'établissement, période d'emploi (du ... au ...) date de la paye.

.....

-
- (1) - Ce numéro est le même pour les divers bureaux de chèques postaux.
(2) - Pour les salariés de nationalité allemande, ce renseignement pourra être remplacé par l'indication, en tête du bordereau, de l'adresse de l'établissement.

Travailleurs non encore immatriculés sous le
régime des Assurances Sociales.

En ce qui concerne les travailleurs non encore immatriculés sous le régime des Assurances Sociales, et gagnant annuellement moins de 30.001 Frs, il y aura lieu, bien entendu de provoquer l'établissement de la déclaration d'emploi du modèle N° 1. A cet effet, vous voudrez bien faire remettre, dans chaque établissement, les imprimés nécessaires.

Vous voudrez bien faciliter à l'Administration allemande l'établissement des Déclarations. Dans toute la mesure où ce sera possible, des Inspecteurs des Assurances Sociales devront être mis à sa disposition, en vue de réduire au minimum le travail correspondant. Pour le personnel de nationalité allemande, il suffira que les Déclarations mentionnent les noms et prénoms des salariés, la date et le lieu de leur naissance, la date de leur embauchage dans l'établissement auquel s'applique le système ci-dessus prévu, le nom et l'adresse de l'entreprise.

Le Service Régional fera parvenir aux travailleurs autres que ceux de nationalité allemande leur carte d'immatriculation et leurs feuillets de cotisations, conformément aux règles en vigueur pour tous les assurés, et il appartiendra à ces travailleurs de présenter à l'Administration allemande leur carte d'immatriculation ou de lui remettre leurs feuillets trimestriels de cotisations (1).

Le Service enverra directement à l'Administration allemande, au siège de chaque établissement, les cartes d'immatriculation des travailleurs de nationalité allemande.

Il n'est pas dérogé aux règles concernant l'affiliation des travailleurs ci-dessus visés aux Caisses d'Assurances Sociales.

Toutefois, à la demande de l'Administration allemande, il pourra être convenu que les salariés de nationalité allemande seront tous inscrits à la Caisse départementale (2).

.....

-
- (1) Comme il a été indiqué précédemment, l'Administration allemande n'aura pas à utiliser les feuillets trimestriels pour l'acquittement des cotisations. La remise des feuillets par les intéressés est destinée à faire connaître à cette Administration leurs noms, prénoms, adresses et numéros matricule.
- (2) Les dispositions de la présente circulaire visent l'emploi de travailleurs autres que les travailleurs agricoles. Des instructions complémentaires seront adressées en ce qui concerne les salariés agricoles, s'il y a lieu.

Travailleurs âgés de plus de 60 ans et
gagnant moins de 30.000 Frs.

Ces travailleurs, ainsi qu'il a été dit au début de la présente circulaire, continuent de bénéficier du régime des Assurances Sociales.

Toutefois, comme leurs droits à pension sont liquidés à 60 ans, les sommes à attribuer à la Caisse d'assurance-vieillesse pour le compte individuel seront allouées à la Caisse d'assurance-maladie, en compensation du risque supplémentaire résultant de l'âge des intéressés.

Accidents du travail

Les Caisses d'assurance maladie-maternité auront à couvrir, à l'aide de la cotisation qui leur sera attribuée sur la contribution de 4 % versée pour les accidents du travail, le risque d'incapacité temporaire pour tous les travailleurs qui auront été l'objet du versement de cette cotisation et qui leur seront affiliés, par conséquent pour les assurés sociaux de moins ou de plus de 60 ans. Les Caisses départementales auront en outre à couvrir le même risque pour les salariés gagnant plus de 30.000 Frs par an dépendant d'un établissement sis dans leur circonscription. Lesdites Caisses ouvriront, à cet effet, un compte spécial dans leurs écritures.

En cas d'accident du travail survenant à son personnel, l'Administration allemande en fera déclaration à la Mairie du lieu où se sera produit l'accident, conformément aux dispositions de la loi du 9 Avril 1898.

La procédure de règlement des réparations, prévue par ladite loi, sera suivie par la Caisse d'Assurances Sociales à laquelle sera affilié l'accidenté.

Sans attendre l'issue de cette procédure, la Caisse assurera immédiatement à l'accidenté, et pendant la durée de son incapacité temporaire, les soins médicaux et pharmaceutiques et, le cas échéant, l'hospitalisation dans les conditions fixées par la législation sur les Accidents du travail (I). Elle lui servira, d'autre part, à titre provisionnel, une indemnité journalière égale à celle qui lui aurait été versée sous le régime des Assurances Sociales. Toutefois, et au plus tard dès que la blessure sera consolidée, elle lui paiera en outre, pour la période d'incapacité temporaire, la différence entre le montant des prestations instituées par la législation sur les Accidents du Travail et le montant des indemnités journalières précédemment attribuées à titre provisionnel.

.....

(I) - Les praticiens et les établissements hospitaliers adresseront directement à la Caisse leurs notes de frais et honoraires. Ces notes devront être réglées sur la base de la loi du 9 Avril 1898 (et non celle de la législation des Assurances Sociales).

Si le Président du Tribunal civil par ordonnance, ou le Tribunal par jugement, alloue une rente à la victime, les arrérages de cette rente seront servis par la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse (section des Accidents du Travail) à laquelle sera versé le capital constitutif nécessaire par prélèvement sur le compte d'attente ouvert à cet effet à la Caisse des Dépôts et Consignations sous le titre "Ministère de la Production Industrielle et du Travail - Produit des contributions assurances-accidents du personnel employé par l'autorité allemande", compte auquel sera attribué le reste de la contribution de 4 % susvisée (1).

Il appartiendra à la Caisse d'Assurances Sociales de provoquer la constitution de cette rente et de demander au Ministère de la Production Industrielle et du Travail le versement du capital constitutif.

Vous voudrez bien envoyer aux Caisses d'assurances ayant leur siège dans votre circonscription et à l'Union Régionale une copie de la présente circulaire (2).

Pour le Ministre, Secrétaire d'Etat,
Le Conseiller d'Etat,
Secrétaire Général de la Main-d'Oeuvre
et des Assurances Sociales,

MILLION

-
- (1) - ci-joint, une note indiquant les prestations dues en cas d'accident du travail.
 - (2) - Une circulaire distincte déterminera les prescriptions à observer pour la ventilation des versements concernant respectivement les assurances sociales, l'assurance accidents du travail et les impôts.

INDEMNISATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Tout accident du travail doit être déclaré par l'employeur à la mairie du lieu où il s'est produit et dans les 48 heures. Un certificat médical doit aussi être déposé à la Mairie dès que les conséquences de l'accident sont connues et au plus tard dans les dix jours.

I - INCAPACITE TEMPORAIRE.

I° - Indemnité journalière/

- a) Base : le salaire journalier touché au moment de l'accident, ou, si le salaire est variable ou le travail discontinu, le salaire moyen du mois antérieur à l'accident.
- b) Taux : 50 % de ce salaire du 1er au 32ème jour après l'accident. 66,66 % à partir du 33ème jour.
- c) Durée: du 1er jour qui suit l'accident jusqu'à la guérison ou la consolidation de la blessure.

Remarques :

- 1. - Le salaire du jour de l'accident est dû.
- 2. - L'indemnité journalière est payée sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés.
- 3. - Elle n'est pas due pour le ou les jours non ouvrables qui suivent immédiatement le jour de l'accident.

2° - Frais médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques.

Taxés par le juge de paix du canton où s'est produit l'accident, conformément à un tarif ministériel.

3° - Frais d'hospitalisation.

- a) Prix de journée applicable aux malades payants dans les salles communes.
- b) Honoraires médicaux et chirurgicaux d'après le tarif visé au paragraphe 2°.

.....

II - INCAPACITE PERMANENTE.

I° - Rente viagère annuelle.

a) Base : le salaire annuel.

1. Salaire inférieur à 15.000 Frs : pris sans réduction.
2. Salaire compris entre 15.000 et 25.000 Frs :
15.000 Frs + le quart de la fraction dépassant 15.000.
3. Salaire supérieur à 25.000 Frs : 17.500 Frs + le huitième de la fraction dépassant 25.000 Frs.

Détermination du salaire annuel : cas de travail, discontinu, chômages, industries saisonnières prévus à l'article 10 de la loi.

b) Taux applicable au salaire :

1. Pour une incapacité de 50 % au plus : la moitié du degré d'incapacité.
2. Pour une incapacité supérieure à 50 % : le degré d'incapacité diminué de 25.
3. Pour l'incapacité totale obligeant la victime à recourir à une tierce personne : 100 % et majoration annuelle de 3.000 Frs.

2° - Appareils de prothèse et d'orthopédie.

Fourniture et renouvellement (ou indemnité représentative).

III - MORT.

I° - Frais funéraires -

Fixés par délibération du Conseil municipal du lieu de l'inhumation. Ne peuvent être inférieurs à 300 Frs ni supérieurs à 1.000 Frs.

A ces frais s'ajoutent dans certains cas les frais de transport du corps au lieu de sépulture en France.

2° - Conjoint survivant.

- #### a) Conditions : non divorcé ou séparé de corps - mariage contracté avant l'accident.

b) Rente : 25 % du salaire annuel de la victime.

Pour le conjoint survivant, comme pour tous les autres ayants-droit désignés ci-après, la rente est toujours calculée sur le montant du salaire défini dans le cas d'incapacité permanente.

3° - Enfants.

a) Conditions : enfants légitimes ou naturels reconnus avant l'accident, ou adoptifs si l'adoption a eu lieu avant l'accident.
Age : moins de 16 ans.

b) Rente :

1. Orphelins de père ou de mère :

pour un enfant :	15 %	du salaire
" 2 "	25 %	"
" 3 "	35 %	"

et ainsi de suite en augmentant de 10 % par enfant de moins de 16 ans.

2. Orphelins de père et de mère :
20 % du salaire pour chaque enfant.

4° - Descendants.

S'ils sont privés de leurs soutiens naturels, ils bénéficient des mêmes avantages que les enfants.

5° - Ascendants :

1er cas : La victime n'a ni conjoint ni enfants. Les ascendants doivent prouver qu'ils auraient pu obtenir de la victime une pension alimentaire.

2ème cas : La victime a conjoint ou enfants. Les ascendants doivent prouver qu'ils étaient à la charge de la victime.

Maximum : Le total des rentes des ascendants ne peut dépasser 30 % du salaire.

Observation générale - L'ensemble des rentes allouées aux ayants-droit ne peut dépasser 75 % du salaire.